



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES

DIRECTION DE L'INVESTISSEMENT

NOTE MENSUELLE SUR LES RESSOURCES
EXTERIEURES
(mois de mars)

05 avril 2014

NOTE : Cette note mensuelle, instituée par la Direction de l'Investissement, a été coordonnée et élaborée par le Bureau Statistiques et Études de la Division des Projets et Programmes, avec la participation et la contribution de l'ensemble des agents des autres divisions.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION:.....	3
1) SITUATION FINANCIERE SELON LE SECTEUR :	3
2) SITUATION FINANCIERE SELON LA NATURE :.....	5
3) SITUATION FINANCIERE SELON LE MINISTERE :	7
4) DEPENSES EFFECTUEES PAR SECTEUR ET SELON LA NATURE :	10
5) DEPENSES EFFETUEES PAR MINISTERE ET PAR DIVISION :	11
6) SITUATION FINANCIERE PAR DIVISION :	12
a) Division du financement bilatéral :	12
b) Division du financement multilatéral :	13
c) Division des projets et programmes :	13
7) SIGNATURE DE CONVENTIONS :.....	14
CONCLUSION :	15

INTRODUCTION:

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la dynamique déjà enclenchée d'élaboration de rapports mensuels, pour plus de transparence dans la gestion de l'action publique, rendant compte de la situation sur l'exécution et la mise en œuvre efficiente des projets et programmes sur ressources extérieures. Il s'inscrit dans la dynamique déjà enclenchée de rendre l'information davantage accessible au public, en vue d'une plus grande transparence dans la mise en œuvre des projets et programmes en particulier, et dans l'exécution budgétaire en général.

Il traduit l'état de la réalisation des activités de la Direction de l'Investissement (DI) au titre du mois de mars 2014 et fait ressortir la situation sur l'absorption des ressources, particulièrement celles extérieures, tout en s'appesantissant sur les activités majeures dans les différentes divisions, bureaux et cellules composant la DI.

Le montant total des projets et programmes sur ressources extérieures en cours d'exécution, au 31 mars 2014, s'élève à 1 122 milliards¹ de francs CFA, dont 476 milliards décaissés au 28 février 2014.

Le montant prévisionnel annuel des dépenses est estimé, à la date du 31 mars, à 384 milliards, soit une prévision mensuelle moyenne de 32 milliards, ceci compte non tenu de plans de travail annuel non encore disponibles. Douze (12) milliards de francs CFA ont été décaissés durant le mois de mars. La hausse constatée dans les décaissements comparativement au mois précédent provient principalement de la prise en compte des informations de la Banque mondiale non disponibles en février.

1) SITUATION FINANCIERE SELON LE SECTEUR² :

La répartition par secteur d'intervention est donnée par le tableau ci-dessous concernant le montant total des financements en cours, le cumul au 28 février 2014, le montant des dépenses projetées pour l'année 2014 et celui des décaissements du mois de mars de la même année.

¹ Ceci ne prend pas en compte les données concernant les Institutions Arabes, non reçues, ainsi que certains projets sous exécution nationale non actualisées pour ce mois.

² Le secteur, ici, est le domaine principal de d'intervention du projet ou programme.

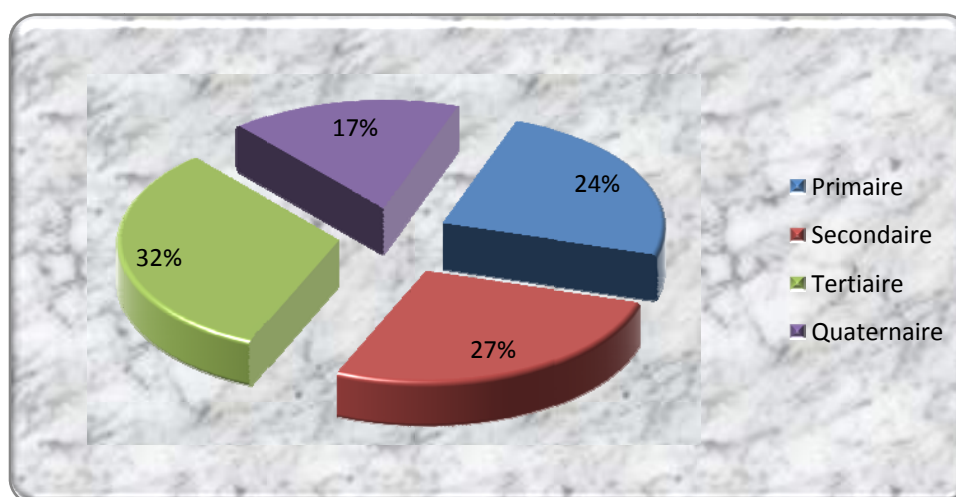
Tableau 1: Etats des financements des projets en cours d'exécution selon le secteur

SECTEURS	Financement au 31 mars 2014		Décaissements au 28 février 2014 (en F CFA)		Prévisions annuelles des dépenses (en F CFA)		Décaissements entre le 01 et le 31 mars 2014 (en F CFA)	
	Montant (en FCFA)	Part en en %	Montant (en FCFA)	Part en en %	Montant (en FCFA)	Part en en %	Montant (en FCFA)	Part en en %
Primaire	256 469 487 816	23	91 202 614 463	19	62 817 943 585	16	2 933 842 884	24
Secondaire	360 260 712 961	32	129 916 212 681	27	83 138 098 660	22	3 264 393 309	27
Tertiaire	212 848 952 847	19	82 559 880 866	18	80 580 691 913	21	3 912 168 068	32
Quatenaire	292 679 044 566	26	172 657 825 046	36	157 954 398 501	41	2 008 182 837	17
TOTAL	1 122 258 198 190	100	476 336 533 056	100	384 491 132 659	100	12 118 587 097	100

La hausse notée sur le montant total des financements est imputable aux données de la Banque mondiale indisponibles le mois précédent. Il est à noter que ce montant est susceptible d'évolution haussière les mois à venir en raison de l'indisponibilité des données sur les Institutions arabes au niveau des financements multilatéraux.

32% des financements sur ressources extérieures sont destinés au secteur secondaire. Les trois autres secteurs se tiennent de très près avec 26% et 23% pour le quaternaire, où sont prévues 41% des dépenses, et le primaire respectivement.

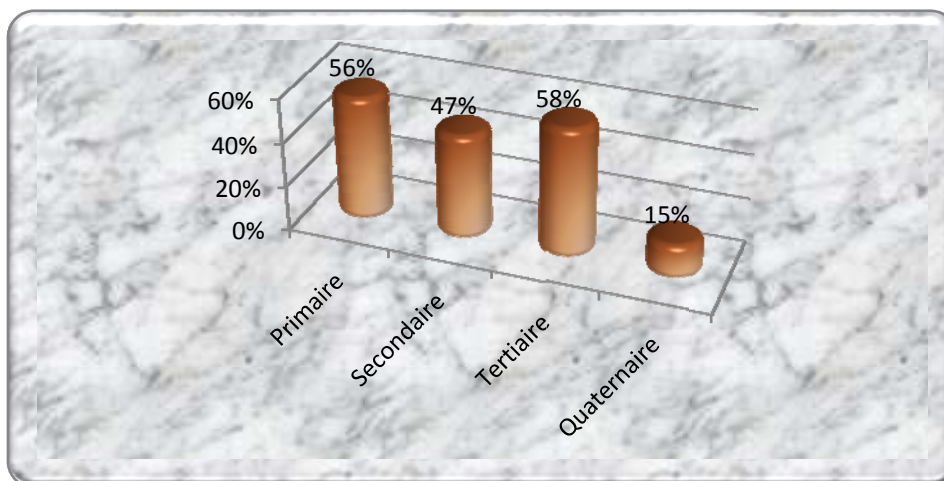
Graphique 1 : Décaissements selon le secteur



Le tertiaire demeure, durant ce mois de mars, le secteur où les décaissements ont été prépondérants avec près du tiers (32%), ceci malgré une baisse remarquable de 10 points de

pourcentage par rapport au mois de février. Le secteur secondaire vient en deuxième position avec 27%, en hausse par rapport à février (16%). Le primaire (24%) a, par contre, chuté drastiquement en valeur relative entre les deux mois avec 37% en février.

Graphique 2 : Taux d'exécution financière selon le secteur



Le taux d'exécution mensuelle moyenne estimé à 38% a davantage été tiré par les secteurs tertiaire et primaire avec respectivement 58% et 56%. Le secteur quaternaire n'enregistre que de 15% au moment où celui du secondaire est resté moyen avec 47%.

2) SITUATION FINANCIERE SELON LA NATURE :

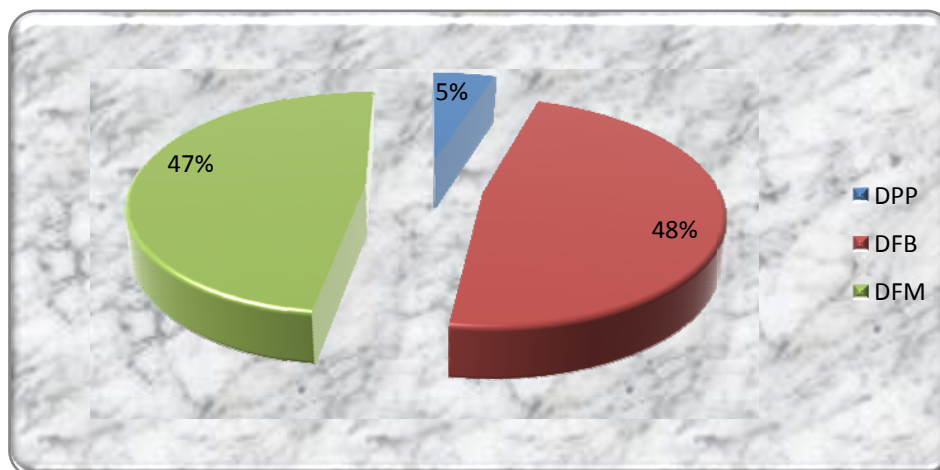
Les financements sur ressources extérieures proviennent principalement des projets et programmes supervisés par la Division du Financement bilatéral (DFB), de ceux suivis par la Division du Financement multilatéral (DFM) et d'une troisième catégorie coordonnée par celle des Projets et Programmes (DPP), celle-ci concernant ceux sous exécution nationale (NEX) et ceux financés par l'Union Européenne.

Tableau 2 : Décaissements selon la nature

NATURE DU FINANCEMENT	Financement au 31 mars 2014		Décaissements au 28 février 2014 (en F CFA)		Prévision annuelle des dépenses (en F CFA)		Décaissement entre le 01 et le 31 mars (en F CFA)	
	Montant (en FCFA)	Part en %	Montant (en FCFA)	Part en %	Montant (en FCFA)	Part en %	Montant (en FCFA)	Part en %
DPP	187 103 223 158	17	92 221 482 728	20	36 899 255 028	10	607 674 621	5
DFB	628 324 898 832	56	273 538 701 761	57	271 878 674 674	70	5 756 616 081	48
DFM	306 830 076 200	27	110 576 348 567	23	75 713 202 957	20	5 754 296 395	47
TOTAL	1 122 258 198 190	100	476 336 533 056	100	384 491 132 659	100	12 118 587 097	100

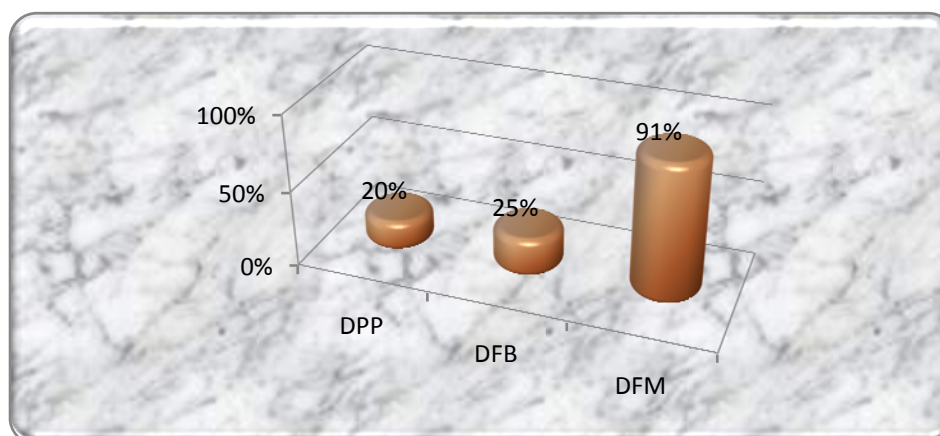
La coopération bilatérale reste prépondérante dans les financements en cours avec 56%, soit 628 milliards de nos francs. 70% des dépenses annuelles prévues sur ressources extérieures le sont également avec elle.

Graphique 3 : Décaissements selon la nature



Les Divisions du financement bilatéral et multilatéral se tiennent de très près, enregistrant respectivement 48% et 47% des décaissements de ce mois de mars 2014, contre 47% et 33% en février. Il faut noter qu'à ce niveau l'indisponibilité de certaines informations des projets sous exécution nationale a entaché la performance de la division des projets et programmes qui n'enregistre que 5% des décaissements.

Graphique 4 : Taux d'exécution financière selon la nature



On constate que le taux d'exécution mensuelle du mois de mars estimé à 38% a été davantage imputable aux projets financés par la coopération multilatérale avec un taux d'exécution estimé mensuelle de 91%. Les projets et programmes financés par la coopération bilatérale et par la division des projets et programmes n'ont enregistré respectivement que 25% et 20%.

3) SITUATION FINANCIERE SELON L'INSTITUTION OU LE MINISTERE :

Nous présentons, à partir de ce mois, l'état de la situation des dépenses sur ressources extérieures dans chacun des départements ministériels selon le dernier réaménagement de 2013. Une synthèse est également faite concernant les projets et programmes de la Présidence, de l'Assemblée nationale et de la Primature suivis par la Direction de l'Investissement.

Tableau 3 : Exécution financière par ministère

Institutions ou Ministères	Montant total du financement (en F CFA)	Décaissements au 28 février 2014 (en F CFA)	Prévision annuelle des dépenses (en F CFA)	Décaissements entre le 01 et le 31 mars 2014 (en F CFA)
Présidence	30 582 291 700	25 983 366 472	25 885 912 881	-
Assemblée	550 992 750	275 360 592	367 328 500	-
Primature	5 007 800 000	4 537 405 336	2 192 919 298	627 596 050
Ministère des Forces armées	2 249 899 788	2 158 112 883	-	-
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	36 896 495 000	11 752 011 507	11 619 123 404	425 246 978
Institutions ou Ministères	10 985 149 260	4 662 695 601	-	-
Ministère de la Justice, Garde des Sceaux	5 491 744 220	3 302 151 275	1 242 868 007	138 214 957
Ministère de l'Intérieur	27 008 864 500	25 703 729 000	25 703 729 000	-
Ministère de l'Economie et des Finances	32 765 104 253	13 198 887 933	10 078 264 377	132 414 050
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement	194 634 662 276	74 923 263 316	53 685 672 907	2 165 427 950
Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats	42 411 660 000	31 800 492 928	32 596 772 980	31 210 845

Ministère de l'Environnement et du développement durable	25 765 715 483	9 633 664 705	10 312 147 889	-
Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	134 275 592 000	88 453 396 278	53 951 783 658	2 024 759 978
Ministère de la femme, de la Famille et de l'Enfance	37 601 068 200	15 085 777 358	15 403 847 330	774 129 113
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	47 844 318 300	15 429 841 012	10 463 604 767	1 026 050 841
Ministère de l'Education nationale	31 789 513 750	10 291 596 581	9 479 621 380	780 790 611
Ministère de l'Industrie et des Mines	6 887 548 500	4 460 578 199	4 435 992 195	9 104 500
Ministère du commerce, de l'Entrepreneuriat et du Secteur informel	6 559 570 000	5 790 039 856	1 311 914 000	7 000 000
Ministère de l'Élevage et des Productions animales	9 200 000 000	1 700 000 000	7 529 147 982	-
Ministère de la Promotion de la Bonne gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	8 500 000 000	67 750 000	477 500 000	-
Ministère de l'Énergie	226 058 029 817	34 902 305 011	41 426 120 367	2 401 152 162

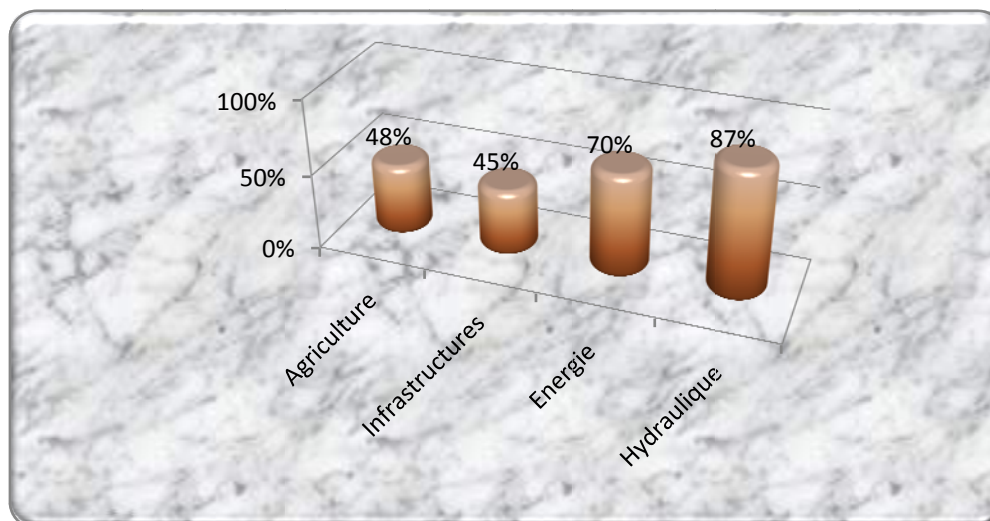
Ministère de l'Aménagement du territoire et des Collectivités locales	14 568 869 313	10 907 140 696	13 083 212 867	109 408 396
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	44 476 055 504	20 246 871 795	9 358 134 360	-
Ministère de la Pêche et des Affaires maritimes	33 920 828 000	22 063 692 088	20 582 913 974	507 570 587
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	68 487 789 380	25 653 952 752	11 738 056 684	848 398 862
Ministère du Tourisme et des Transports aériens	15 414 989 500	-	-	-
Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	18 059 926 196	10 774 283 230	10 711 799 753	93 938 239
Société Civile	4 263 720 500	2 578 166 653	852 744 100	16 172 979
TOTAL	1 122 258 198 190	476 336 533 056	384 491 132 659	12 118 587 097

56% des financements en cours sont concentrés dans quatre (4) principaux Départements, le Ministère de l'Énergie (20%), le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement (17%), le Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (12%) et le celui de l'Hydraulique et de l'Assainissement (6%).

Nous notons également que 61% des décaissements du mois de mars ont été effectués dans ces quatre secteurs avec 20% pour l'énergie, soit environ 2,4 milliards de francs CFA, 18% (un peu moins de 2,2 milliards) et 17% (2 milliards) pour l'agriculture et les infrastructures respectivement. Le ministère de l'hydraulique et de l'assainissement occupe la quatrième place avec 7%, soit 848 millions.

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, celui de l'Éducation nationale d'une part et de l'autre de la femme, de la Famille et de l'Enfance ont enregistré respectivement des proportions appréciables en termes de décaissements durant ce mois avec 8%, 6% et 6%.

Graphique 5 : Taux d'exécution financière selon le Département ministériel



Avec 87% et 70% de taux d'exécution mensuelle respectivement, le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et celui de l'Énergie ont été très dynamiques en matière d'exécution financière. Ceux en charge de l'Agriculture et de l'Équipement d'une part et des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement de l'autre se sont également assez bien comportés avec respectivement 48% et 45%.

4) DEPENSES EFFECTUEES PAR SECTEUR ET SELON LA NATURE :

Nous présentons, dans cette partie, une analyse de la situation des décaissements du mois de mars selon le secteur et la source de financement.

Tableau 4 : Décaissements par secteur et selon la provenance

	DFB	DFM	DPP	Total
Primaire	630 692 296	2 303 150 588	-	2 933 842 884
Secondaire	2 402 457 573	594 649 051	267 286 685	3 264 393 309
Tertiaire	1 816 356 555	1 957 596 556	138 214 957	3 912 168 068
Quatenaire	907 109 658	898 900 200	202 172 979	2 008 182 837
Total	5 756 616 081	5 754 296 395	607 674 621	12 118 587 097

Il ressort d'une analyse des profils de ce tableau que 79% des décaissements du secteur primaire du mois de mars sont le fait de la coopération multilatérale. Dans le même temps, 40% des décaissements effectués au sein de la coopération multilatérale ont été destinés au primaire.

Une remarque quasi similaire est perceptible entre la coopération bilatérale et le secteur secondaire. En effet, 74% des dépenses effectuées dans le secteur secondaire proviennent de financements bilatéraux, au moment où 42% des dépenses financées par la coopération bilatérale étaient destinées au secondaire.

Si, durant ce mois de mars, 50% et 46% des financements destinés au secteur tertiaire sont issus respectivement des partenaires multilatéraux et bilatéraux, 34% et 32% seulement des financements effectifs des coopérations multilatérale et bilatérale du mois respectivement ont contribué pour le tertiaire.

Il est également à noter que les dépenses au niveau de la division des projets et programmes, même si leur part est restée faible, sont, en grande partie, absorbées par les secteurs secondaire (44%) et quaternaire (33%).

5) DEPENSES EFFETUEES PAR MINISTERE ET PAR DIVISION :

Une analyse de la situation des décaissements du mois de mars est ici faite selon les principaux départements ministériels où les décaissements se sont effectués et la source du financement.

Tableau 5 : Décaissements par ministère et selon la provenance

	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement	Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	Ministère de l'Énergie	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	Ministère de l'Éducation nationale	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
DFB	621151822	137857410	2393353073	684629113	127150641,2	780790611	0
DFM	1544276128	1886902568	7799089	0	898900200	0	581112177
DPP	0	0	0	89500000	0	0	267286685
TOTAL	2165427950	2024759978	2401152162	774129113	1026050841	780790611	848398862

Nous nous focalisé ici aux Départements ministériels recevant 83% des décaissements du mois de mars. Les analyses ci-dessous feront ainsi référence à cette part des dépenses.

D'une part, 93%, 88% et 71% respectivement des décaissements dans les Ministères chargés des Infrastructures, de l'Enseignement supérieur et de l'Agriculture sont financés par la coopération multilatérale.

D'autre part, 88% des décaissements constatés au niveau du Département en charge de la Femme et la totalité de ceux notés dans celui de l'Éducation nationale l'ont été à travers la coopération bilatérale.

En outre, les trois quart (75%) des dépenses effectuées dans la division des projets et programmes sont destinés à l'Hydraulique et à l'Assainissement.

6) SITUATION FINANCIERE PAR DIVISION :

Nous détaillons ici les informations financières dans chacun des bureaux composant trois des quatre divisions de la Direction de l'Investissement, en charge du suivi de la mise en œuvre des projets programmes sur ressources extérieures.

a) Division du financement bilatéral :

Tableau 6 : Situation financière de la DFB

BUREAUX	Montant total du financement (en F CFA)	Décaissements au 28 février 2014 (en F CFA)	Prévision annuelle des dépenses (en F CFA)	Décaissements entre le 01 et le 31 mars 2014 (en F CFA)	Décaissements en %
Europe	348 583 260 881	146 798 823 777	145 705 231 176	2 877 596 506	50%
Pays-Bas	56 852 000 000	38 800 797 942	38 800 797 942	137 857 410	2%
Asie et Amérique	222 889 637 951	7 939 080 042	87 372 645 556	2 741 162 165	48%
TOTAL	628 324 898 832	273 538 701 761	271 878 674 674	5 756 616 081	100%

Un peu plus de la moitié des décaissements (50%) provenant de la coopération bilatérale ont été effectués dans le bureau Europe, dont 47% en provenance de l'Allemagne et 21% sur financement de l'Agence française de Développement (AFD) et la même proportion sur financement italien.

Les décaissements de la coopération bilatérale en provenance de l'Asie ou de l'Amérique représentent, quant à eux, 48%, dont 84% sur financement de la République populaire de Chine.

Notons que dans cette division, l'indisponibilité des données de certaines Agences d'exécution biaise en général l'analyse, leurs informations n'étant obtenues qu'assez tardivement.

Le taux moyen d'exécution mensuelle est estimé à 25% contre 7% le mois précédent. Il demeure néanmoins toujours assez faible si on se réfère aux objectifs en matière de politique économique.

b) Division du financement multilatéral :

Tableau 7 : Situation financière de la DFM

	Montant total du financement (en F CFA)	Décaissements au 28 février 2014 (en F CFA)	Prévision annuelle des dépenses (en F CFA)	Décaissements entre le 01 et le 31 mars 2014 (en F CFA)	Décaissements en %
Banque mondiale	133 693 388 000	35 046 848 600	36 072 143 047	3 004 311 139	52%
Institutions Africaines et Autres	173 136 688 200	75 529 499 967	39 641 059 910	2 749 985 256	48%
TOTAL	306 830 076 200	110 576 348 567	75 713 202 957	5 754 296 395	100%

Avec 47% des décaissements effectués durant le mois de mars, les deux bureaux de la division du financement multilatéral pour lesquels les données nous sont parvenues ont eu des proportions assez similaires, 52% et 48% respectivement pour la Banque Mondiale d'une part et les Institutions Africaines et Autres, de l'autre.

Le taux d'exécution mensuelle moyenne est estimé à 91% même si une baisse de cinq (5) points de pourcentage a été notée entre février et mars 2014.

c) Division des projets et programmes :

Tableau 8 : Situation financière de la DPP

	Montant total du financement (en F CFA)	Décaissements au 28 février 2014 (en F CFA)	Prévision annuelle des dépenses (en F CFA)	Décaissements entre le 01 et le 30 mars 2014 (en F CFA)	Décaissements en %
Projets NEX ou autres	42 711 135 021	13 120 590 652	4 274 175 107	179 000 000	29%
PSO/FED	144 392 088 137	79 100 892 076	32 625 079 921	428 674 621	71%
TOTAL	187 103 223 158	92 221 482 728	36 899 255 028	607 674 621	100%

Avec seulement 5% des décaissements et 17% des financements en cours d'exécution, la Division des Projets et Programmes a une mission transversale, avec une mission principale d'amélioration du système de gestion des projets suivis par la DI.

Néanmoins, elle supervise les projets et programmes sous exécution nationale suivis par la Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre des Projets et Programmes (CAP) et ceux financés par

l'Union Européenne suivis par le Projet de Soutien à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (PSON/FED).

Les principaux décaissements du mois de mars proviennent du FED avec 71%, le taux d'exécution mensuelle moyenne étant faible et estimé à 20%.

7) SIGNATURE DE CONVENTIONS :

Dans le cadre du suivi de la coopération multilatérale, deux (2) conventions ont été signées :

Avec le FIDA pour un montant de 22 600 000 DTS, soit environ 16,864 milliards de FCFA relative à l'extension du Projet d'Appui aux Filières agricoles ;

- Avec le **Groupe de la BAD**, l'Université virtuelle du Sénégal a obtenu un financement d'un montant estimé à 2 549 300 000 francs CFA.

Pour ce qui concerne la coopération bilatérale, les financements sont provenus de la France et du Japon :

- **Avec l'AFD**, trois (3) conventions ont été signées le 21 mars 2014 :
 - ✓ projet de « Prolongement de l'autoroute à péage Diamniadio-Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) » pour un financement de 89 000 000 d'euros, soit environ 58 milliards de francs CFA ;
 - ✓ projet d'« Appui à l'Éducation de Base en Casamance » pour un financement d'un montant de 6,5 milliards de francs CFA, (10 millions d'euros), dont 4 milliards de nos francs sous forme de subvention et 2,5 milliards sous forme de prêt ;
 - ✓ projet d'« Appui à l'Agriculture irriguée et au Développement économique des Territoires ruraux de Podor », avec 20,6 milliards de francs CFA, (environ 31,5 millions d'euros) dont 19,7 milliards de francs CFA sous forme de prêt et 0,9 milliard de subvention.
- **Avec le Japon**, le 25 mars, ont été signés :
 - ✓ l'Accord de don avec la JICA d'un montant de 1 290 000 000 yens, soit environ 5,922 milliards de francs CFA relatif à la construction de salles de classe pour l'enseignement moyen dans la banlieue de Dakar ;

- ✓ l'Accord de don avec la même Agence d'un montant de 642 000 000 yens (environ 2,946 milliards de francs CFA) relatif à la construction et l'équipement du Centre régional de formation du personnel de l'éducation à Fatick.

CONCLUSION :

Les décaissements du mois de mars ont cru significativement comparativement à ceux du mois précédent. Ceci a été causé particulièrement par les données de la Banque mondiale indisponibles en février.

Cependant, amélioration pourrait être constatée dans les mois à venir si, d'une part, l'exhaustivité était de mise dans la collecte des données relatives aux financements multilatéraux et internes. De l'autre, les informations relatives à certaines Agences d'exécution tardent à parvenir à la DI, biaisant tout souci de rendre compte d'une situation à des moments précis.

De tout ceci dépend l'amélioration du taux d'exécution financière estimé, ce mois de mars, à 38% ainsi que de celle de ce rapport.